

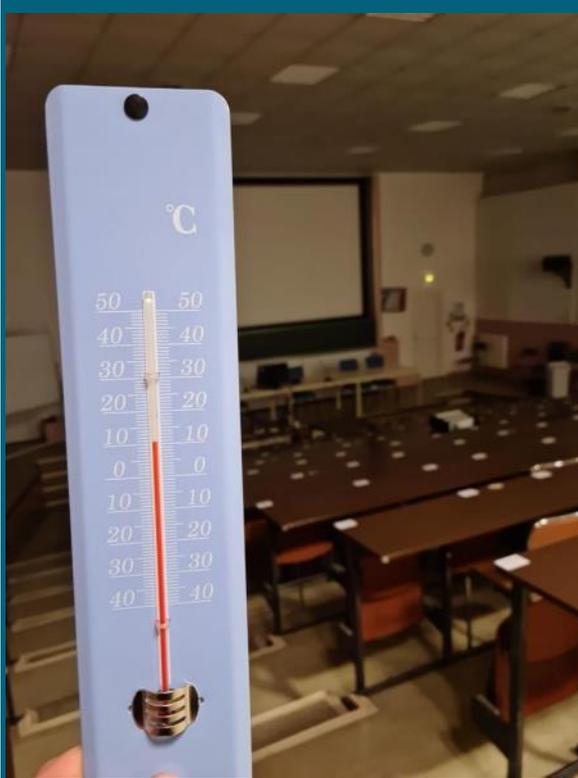
PLUS DE CHAUFFAGE À L'ENSP CANNES-ÉCLUSE ?

LE SCSI DÉNONCE DEPUIS DES ANNÉES L'ÉTAT DE VÉTUSTÉ DES BÂTIMENTS DU SITE DE CANNES-ÉCLUSE !



Après les problèmes d'eau chaude récurrents, relevés encore en septembre 2020, c'est désormais le système de chauffage qui fonctionne par intermittence en plein hiver alors que les températures sont glaciales. Cette situation intolérable résulte directement du manque d'investissement dans l'immobilier pour mettre à niveau ce site. En dépit de la mobilisation de la direction et des personnels de l'ENSP, elle pénalise l'ensemble des élèves et stagiaires en formation continue hébergés à l'école mais également tous les chargés de formation et personnels administratifs qui y travaillent quotidiennement.

QUELLE CONSIDÉRATION POUR LES ÉLÈVES ET PERSONNELS ?...



Les scolarités sont déjà très perturbées par les mesures liées à la crise sanitaire. Les défaillances du chauffage depuis près d'une semaine contraignent maintenant en sus les élèves à assister à des cours en blouson d'hiver et à multiplier les couches de vêtements pour dormir...

Alors que chacun convient que le sujet de la formation au sein de la police nationale est central, quel message envoie l'administration à ses futurs cadres en les faisant vivre et travailler dans ces conditions ?

Nul doute que s'il s'agissait de locaux accueillant des personnes privées de liberté sous la responsabilité de la police, certains commentateurs se seraient déjà émus de cet état de fait !

POUR UNE ACADEMIE DE POLICE REGROUPANT LA FORMATION DES CADRES SUR UN SEUL SITE

Le site de Cannes-Écluse est devenu un gouffre financier sans fond pour son seul entretien, sans même évoquer les investissements qui seraient nécessaires pour le moderniser. Le SCSI défend à nouveau dans les débats du Beauvau de la sécurité le projet d'une grande Académie de police qui permettrait de regrouper sur un nouveau site unique la formation des officiers et des commissaires. Il est temps de concrétiser les recommandations des nombreux rapports parlementaires et des juridictions financières qui plaident en ce sens !